

Face à la crise du COVID-19, les dirigeants mondiaux doivent impérativement être fidèles à leurs engagements en faveur de la couverture santé universelle

22 avril 2020

Partout dans le monde, la pandémie du COVID-19 a un énorme impact sur les systèmes de santé, sur l'économie et sur la vie, les moyens de subsistance et le bien-être individuel et communautaire.

Cette crise planétaire vient nous rappeler une fois de plus que chaque être humain où qu'il vive devrait avoir accès à des services de santé de qualité à un prix abordable. La santé est un droit humain fondamental et constitue la base même de la prospérité économique et de la sécurité. Ces dernières années, les dirigeants du G7 et du G20 se sont efforcés de promouvoir des systèmes de santé solides et résilients en tant qu'éléments vitaux aussi bien de la couverture santé universelle (CSU) que de la gestion des crises sanitaires – deux aspects en fait de la même réalité.¹

En septembre 2019, à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Couverture santé universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé », les dirigeants mondiaux ont approuvé la [Déclaration politique](#) la plus ambitieuse et complète jamais adoptée. Face à la crise du COVID-19, les dirigeants doivent impérativement reconnaître que la CSU et les urgences sanitaires sont étroitement liées et se rappeler les engagements pris en faveur de la CSU.

Avant la Réunion de haut niveau, le Mouvement de la CSU (y compris les gouvernements, les parlementaires, la société civile, le secteur privé, les organisations internationales, les réseaux mondiaux dans le domaine de la santé et les milieux universitaires) se sont réunis autour des [demandes clés pour la CSU](#), qui ont débouché sur les [cibles, engagements et actions clés](#) dans la Déclaration politique. Ces demandes et actions se renforcent mutuellement avec les [sept mesures urgentes](#) à prendre pour préparer le monde face aux situations d'urgence sanitaire énoncées par le Conseil mondial de suivi de la préparation en 2019.

Les demandes clés et les engagements de la Réunion de haut niveau peuvent contribuer à orienter les dirigeants politiques dans leur riposte au COVID-19 :

1. **Garantir une impulsion politique au-delà de la santé.** Le COVID-19 appelle des décisions politiques courageuses et une impulsion responsable aux niveaux les plus élevés. La préparation et la riposte face aux crises sanitaires sont des biens publics qui relèvent avant tout des gouvernements. Elles constituent le premier pas vers la CSU.
2. **Ne laisser personne de côté.** Nul ne doit être confronté à des obstacles financiers, géographiques ou culturels entravant l'accès à un test ou un traitement dont la priorité a été déterminée de manière appropriée. Les filets de sécurité sont essentiels pour veiller à ce que chacun ait les moyens de s'isoler et de réduire la propagation de l'infection. Ces mesures

¹ Voir [G7 Ise-Shima Leaders' Declaration \(2016\)](#), [G7 Ise-Shima Vision for Global Health \(2016\)](#), [G20 Leaders' Declaration Shaping an interconnected world \(2017\)](#), [Berlin Declaration of the G20 Health Ministers: Together Today for a Healthy Tomorrow \(2017\)](#).

- doivent surtout reconnaître les besoins des plus vulnérables, des plus âgés et de ceux qui vivent avec des affections sous-jacentes.
3. **Réguler et légiférer.** Les crises sanitaires appellent des mesures d'urgence courageuses. La transparence, l'inclusivité et la responsabilisation renforcent la confiance. Les parlements et les autorités locales et nationales doivent concilier droits individuels et responsabilités collectives. Les mesures de réglementation doivent assurer la sécurité des patients tout en permettant d'apporter des solutions innovantes dans l'urgence.
 4. **Défendre la qualité des soins.** Le COVID-19 exerce une énorme pression sur les systèmes et les services de santé. Les gouvernements doivent être particulièrement attentifs à la protection des soignants et prendre des mesures d'urgence pour que les médicaments et équipements essentiels soient disponibles là où on en a le plus besoin. Les recommandations spécifiques au contexte en matière de triage et d'orientation sont indispensables pour répondre aux besoins urgents tout en protégeant les systèmes de santé dans toute la mesure du possible.
 5. **Investir plus, investir mieux.** Le COVID-19 fait ressortir les besoins préexistants d'investir davantage à l'intérieur du pays, notamment la nécessité du financement public (y compris les contributions aux assurances sociales le cas échéant), et de réduire la dépendance vis-à-vis des paiements directs financièrement catastrophiques. Là où les pays en ont besoin, le soutien extérieur devra être harmonisé pour réduire la fragmentation. Les autorités doivent également accroître les investissements en faveur de l'innovation (notamment en matière de vaccins, produits de diagnostic, médicaments et solutions numériques).
 6. **Agir ensemble.** Le COVID-19 démontre que la santé est l'affaire de tous. Les pays doivent s'unir avec la communauté internationale pour veiller à une action cohérente. Le G7, le G20, le G77 et les organisations intergouvernementales régionales doivent montrer l'exemple. À tous les niveaux, la solidarité sociale et la confiance publique sont essentielles : les pouvoirs publics doivent associer à leur action de manière authentique et dans la transparence l'ensemble de la société.
 7. **Veiller à une action qui respecte l'égalité des sexes.** En temps de crise, les besoins des femmes et des filles sont souvent relégués au second plan. Les données préliminaires semblent indiquer que le COVID-19 tue davantage d'hommes que de femmes. Les pays devraient notifier publiquement des données ventilées par sexe concernant les tests de dépistage, les infections confirmées et les décès – tout en restant constamment respectueux de la problématique du genre.

Le COVID-19 affectera directement ou indirectement chacun où qu'il se trouve. En rappelant aux dirigeants du monde entier comment leurs engagements en faveur de la CSU peuvent orienter l'action pendant cette situation d'urgence mondiale, le Mouvement de la CSU est solidaire avec les communautés les plus durement touchées, les responsables politiques courageux et les soignants qui se trouvent en première ligne.

Déclaration des coprésidents de la CSU2030, en consultation avec le Panel consultatif politique du Mouvement de la CSU pour la CSU2030.

Coprésidents de la CSU2030

Professeure Ilona Kickbusch, Présidente, International Advisory Board, Global Health Centre, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève
D^r Githinji Gitahi, Directeur général, AMREF Health Africa

Panel consultative politique du Mouvement de la CSU

M. Elhadj As Sy, Président du Conseil, Fondation Kofi Annan
M^{me} Emilia Saiz, Secrétaire générale des Cités et gouvernements locaux unis
M^{me} Gabriela Cuevas Barron, Présidente de l'Union interparlementaire
D^{re} Gro Harlem Brundtland, membre du Conseil de The Elders
Professeur Keizo Takemi, membre de la Chambre des conseillers, Japon
M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-treizième session
D^r Vytenis Povilas Andriukaitis, ancien Commissaire européen

La [CSU2030](#) est un mouvement visant à accélérer les progrès en vue de l'instauration de la CSU en offrant une plateforme à l'ensemble des parties prenantes pour promouvoir la collaboration en vue du renforcement des systèmes de santé.